

SOMMAIRE

1. FOCUS DU MOIS

Depuis la signature de l'accord de normalisation entre le Maroc et Israël en 2020, la coopération entre les deux pays dans les domaines de l'économie, de la défense et de la sécurité s'est intensifiée.



2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIETE

► " Rapport sur les inégalités dans le monde 2022 "

SCIENCES & TECHNIQUES

► " The Metaverse in 2040 "

ENVIRONNEMENT

► " Rapport sur le climat et le développement du Maroc "

ECONOMIE

► " The inflection point: Africa's digital economy is poised to take off "

POLITIQUE

► " Un nouvel état d'esprit : plus de transparence et de responsabilité dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord "

3. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux questions globales, récemment publiés.



◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

► **Morocco and Israel: economic opportunities, military incentives, and moral hazards / Middle East Institute**

Tags : Maroc | Israël | Sahara marocain | États-Unis | Géopolitique | Coopération économique |

elon ce rapport, l'accord de normalisation maroco-israélien, négocié par l'Administration Trump en décembre 2020, a permis au Maroc d'obtenir la reconnaissance américaine tant attendue de ses revendications sur le Sahara marocain et d'évoluer vers un partenariat stratégique plus étendu avec Israël.

Sur le plan géopolitique, ce partenariat offre des avantages multiples aux deux parties. Il permet au Maroc d'avoir un accès ouvert à la sécurité et à la coopération militaire israélienne. Quant à Israël, cette grande paix directe avec le Maroc (comme avec d'autres États arabes) lui permet de renforcer son acceptation parmi les pays arabes et potentiellement au sein des publics arabes. De plus, cette relation offre une présence particulière et une influence potentielle en Afrique du Nord.

Le Maroc et Israël ont construit leur « alliance naissante » à partir d'une histoire et des flux de population communs. Le Maroc s'est appuyé sur cette histoire pour promouvoir la normalisation au niveau national.

La monarchie marocaine s'est montrée très prudente, approuvant l'alliance avec Israël tout en promettant de soutenir les droits des Palestiniens et une solution à deux États.

Les perceptions populaires au Maroc de l'accord de normalisation et des relations bilatérales sont nuancées et reflètent davantage des considérations plus fondées parmi le public. Cela contraste avec le manque d'effort politique intérieur pour s'opposer à l'alliance et témoigne d'un sentiment populaire compliqué et en évolution.

Bien que le Maroc ait déjà de solides partenariats militaires avec les États-Unis et l'Union européenne, Israël offre un avantage supplémentaire à l'armée marocaine, qui est désireuse d'améliorer ses capacités par l'accès à la technologie israélienne, en particulier, les véhicules aériens sans pilote. Cela permet au Royaume de faire un saut en avant dans le renforcement de sa puissance militaire.

Le Maroc considère de plus en plus la coopération militaire avec Israël comme un moyen de dissuasion potentiel contre l'agression du front "Polisario" (et dans une moindre mesure de l'Algérie). Cependant, cette position et sa course à l'armement aggravent les tensions diplomatiques avec Alger.

Enfin, le rapport propose des recommandations politiques :

- Les partenaires internationaux et les partisans ayant un intérêt direct ou indirect dans la stabilité régionale devraient créer des opportunités et des plateformes à travers lesquelles le Maroc et l'Algérie peuvent s'engager.
- Les deux pays devraient trouver des moyens afin de parvenir à un compromis. La concurrence est inévitable, mais elle peut se dérouler de manière saine.
- La communauté internationale pourrait jouer un rôle clé, en aidant à construire ces opportunités autour d'intérêts partagés.
- Avec le soutien des partenaires internationaux, qu'il s'agisse des Etats-Unis, de l'Union européenne ou d'acteurs régionaux ayant des liens avec les deux pays, l'Algérie et le Maroc pourraient ouvrir la voie à des intérêts économiques et sécuritaires communs et à garantir des avantages mutuels.

Source : <https://www.mei.edu>

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIETE

► Le Rapport sur les inégalités dans le monde 2022 / PNUD

Tags : [Inégalités](#) | [Richesse mondiale](#) | [Inégalités écologiques](#) | [Covid-19](#) | [MENA](#) | [Europe](#) |

Le Rapport sur les inégalités dans le monde 2022 présente les données les plus récentes et les plus complètes sur les différentes facettes de l'inégalité dans le monde à partir de 2021 : la richesse mondiale, les revenus, les inégalités entre les sexes et les inégalités écologiques.

En 2021, après trois décennies de mondialisation commerciale et financière, les inégalités mondiales restent extrêmement prononcées : elles sont à peu près aussi importantes aujourd'hui qu'elles l'étaient au sommet de l'impérialisme occidental au début du 20^{ème} siècle. En outre, la pandémie de la Covid-19 a exacerbé davantage les inégalités mondiales. Le rapport souligne que les 1 % les plus riches ont accaparé 38 % de toutes les richesses supplémentaires accumulées depuis le milieu des années 1990, avec une accélération depuis 2020. Plus généralement, les inégalités de richesse restent à des niveaux extrêmes dans toutes les régions du monde.

Cependant, dans les pays riches, l'intervention des gouvernements a empêché une augmentation massive de la pauvreté, ce qui n'a pas été le cas dans les pays pauvres. Cela montre

l'importance des Etats sociaux dans la lutte contre la pauvreté.

En conclusion, le rapport met en relief les constats suivants :

- La région MENA est la région la plus inégalitaire au monde alors que l'Europe a les niveaux d'inégalité les plus bas.
- Les nations se sont enrichies, mais les gouvernements se sont appauvris, si l'on considère l'écart entre la richesse nette des gouvernements et la richesse nette des secteurs privé et public.
- Les inégalités de richesse ont augmenté tout en haut de la distribution. L'augmentation de la richesse privée a, également, été inégale au sein des pays et au niveau mondial. Les multimillionnaires mondiaux ont accaparé une part disproportionnée de la croissance de la richesse mondiale au cours des dernières décennies : les 1 % les plus riches ont accaparé 38 % de toute la richesse supplémentaire accumulée depuis le milieu des années 1990, tandis que les 50 % les moins riches n'en ont accaparé que 2 %.
- Les inégalités entre les sexes restent considérables à l'échelle mondiale et les progrès sont trop lents au sein des pays.
- L'inégalité écologique : les données montrent que ces inégalités ne sont pas seulement un problème entre pays riches et pays pauvres, mais plutôt un

problème entre pays à fortes émissions et pays à faibles émissions.

Source : <https://www.undp.org>

◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **The Metaverse in 2040 / Pew Research Center et Imagining the Internet Center, 2022**

Tags : Métavers | 2040 | Covid-19 | Digitalisation | Réalité augmentée |

Cette étude présente les résultats d'une enquête réalisée par Pew Research Center et Imagining the Internet Center de l'université d'Elon, auprès d'une centaine d'experts en technologie sur l'évolution probable du métavers à l'horizon 2040.

Les résultats de l'enquête montrent que la plupart des personnes interrogées pensent qu'il y aurait un métavers totalement immersif utilisé quotidiennement par les gens à l'horizon 2040.

Le rapport souligne le rôle des avancées technologiques et les transformations sociales et sociétales provoquées par la pandémie de la Covid-19 dans le développement du métavers. L'évolution rapide de la digitalisation des services et du « Extended Reality » (XR) est susceptible de profiter à tous les aspects de la société : éducation, soins de santé, jeux et divertissements, arts, vie sociale et civique et autres activités. Le problème se poserait au niveau des implications de ces nouveaux

espaces en termes de santé, de sécurité, de confidentialité et d'économie. Cela donnerait lieu à de nombreuses spéculations sur ce à quoi ressemblerait la maturation du XR et du métavers.

Parmi les principales conclusions de l'étude, il y a lieu de citer les éléments ci-après :

A l'horizon 2040, un demi-milliard de personnes ou plus dans le monde pourraient vivre une expérience immersive grâce aux métavers.

Dans l'objectif d'adopter et de généraliser la réalité augmentée dans la vie quotidienne individus, il serait judicieux de se focaliser sur les outils de réalité augmentée et de réalité mixte, et non le « métavers ».

Les acteurs de l'écosystème tout comme les utilisateurs ont la responsabilité de construire un métavers où il fait bon vivre et où les travers de la sociétés modernes seront atténués et non exacerbés.

Source :

<https://www.pewresearch.org/internet/2022/06/30/the-metaverse-in-2040/>

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► Rapport sur le climat et le développement du Maroc / Banque mondiale, 2022

Tags : Climat | Efficacité énergétique | Migration climatique | Pénurie d'eau | Sécheresse | 2030 | 2050 |

Selon la Banque mondiale, le Maroc devrait investir 78 milliards de dollars (860 milliards de dirhams) d'ici les années 2050 pour atteindre les objectifs de zéro émission nette et s'adapter aux effets persistants du changement climatique.

Les sécheresses fréquentes et sévères enregistrées au cours des dernières décennies ont montré que l'économie et la sécurité alimentaire du pays sont fortement affectées par les conditions climatiques. Selon la Banque mondiale, une réduction de 25 % de l'approvisionnement en eau entraînerait une baisse de 6,5 % du PIB du pays.

Le rapport souligne que le Maroc pourrait limiter le coût de la pénurie d'eau et des inondations en investissant dans les infrastructures hydrauliques du pays, en modifiant le comportement des consommateurs et en développant des cadres de gestion des risques de catastrophe.

L'investissement devrait être orienté vers le soutien des populations vulnérables dans les zones rurales, indique le rapport, ajoutant que la pénurie d'eau et la baisse de rendement de la production devraient entraîner la migration climatique de 1,9 million

de personnes, soit 5,4 % de la population marocaine, d'ici 2050.

Bien que les efforts d'adaptation au climat soient susceptibles de limiter l'exode rural, la Banque mondiale recommande de diversifier les possibilités d'emploi dans les zones touchées par le climat pour résoudre ce problème.

En plus de fournir des recommandations pour le financement des initiatives liées au climat, le rapport a identifié trois domaines prioritaires pour l'action climatique au Maroc. La Banque a appelé à s'attaquer à la pénurie d'eau et aux sécheresses, à renforcer la résilience aux inondations et à assurer la transition vers une économie décarbonée.

En outre, le rapport ajoute que la transition énergétique vers les énergies renouvelables devrait permettre de répondre à plus de 85 % des besoins en électricité d'ici à 2050. Ce virage devrait permettre de créer au moins 28 000 emplois par an dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Source :

<https://openknowledge.worldbank.org>

◆◆◆ ECONOMIE

► **The inflection point: Africa's digital economy is poised to take off/ Endeavor, 2022**

Tags : Economie numérique | Afrique | Marchés émergents | Covid-19 | 2050 |

Le rapport révèle que l'économie numérique et l'écosystème technologique de l'Afrique pourraient connaître des périodes de croissance exponentielle. Il met en lumière les événements importants qui ont marqué l'écosystème technologique du continent et compare son parcours par rapport à d'autres marchés émergents.

La taille du marché de l'économie numérique africaine est considérable et devrait atteindre 712 milliards de dollars à l'horizon 2050. Les dynamiques qui jouent dans cette prévision, en dehors de l'impact de la pandémie de la Covid-19, comprennent une population jeune, l'adoption croissante des smartphones et la pénétration d'Internet, qui a conduit à un écosystème technologique en plein essor, soutenu par des fonds de capital-risque locaux et internationaux.

L'économie numérique de l'Afrique, qui représente 115 milliards de dollars, n'en est qu'à ses débuts. Par exemple, 33 % des individus utilisent l'internet, contre une moyenne mondiale de 63 %. Le rapport met, également, en évidence d'autres indicateurs tels que les connexions fixes et mobiles à large bande et la couverture des réseaux cellulaires mobiles.

Le rapport indique que l'Afrique enregistre une croissance plus rapide des dépenses de consommation par rapport aux autres régions du monde : 9,4 % de taux de croissance annuel composé de 2018 à 2023, contre 6,9 % pour l'Europe de l'Est, 6,8 % pour l'Asie-Pacifique, 4 % pour l'Europe de l'Ouest, 3,5 % pour l'Amérique du Nord et 2,8 % pour l'Amérique latine.

Le rapport souligne que l'Afrique devrait enregistrer un total de 2 500 milliards de dollars de dépenses de consommation de la part de plus de 1,7 milliard de consommateurs à l'horizon 2050.

Le rapport précise que la croissance du capital-risque sur le continent africain au cours des six dernières années où les investissements dans les startups africaines ont été multipliés par 18. De 2020 à 2021, ils ont augmenté deux fois plus vite que le financement mondial des startups.

Le rapport met en exergue, également, la théorie largement répandue selon laquelle l'Afrique a cinq ans de retard sur d'autres marchés émergents comme l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est. Ainsi, la trajectoire du financement du continent entre 2015 et 2020 est semblable à celle de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique latine entre 2010 et 2015.

Source :

<https://endeavor.org/knowledge-center-events/thought-leadership/the-inflection-point-africas-digital-economy-is-poised-to-take->

◆◆◆ POLITIQUE

► Un nouvel état d'esprit : plus de transparence et de responsabilité dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord / Banque mondiale, 2022

Tags : MENA | Gouvernance | Inflation | Développement territorial | Transparence | 2023 |

Le rapport examine les avantages de la réforme de la gouvernance dans la région MENA, en améliorant les institutions afin de mieux les préparer aux défis futurs.

Le contexte international actuel, marqué par l'inflation sur les produits de première nécessité et les prix qui risquent de s'exacerber, mène les pays de la région MENA vers des trajectoires de croissance divergentes. Si la situation actuelle constitue une opportunité pour les pays exportateurs de pétrole, celle-ci constitue une source de stress et de risque accru pour les pays importateurs.

Selon ce rapport, cette année, les pays de la région MENA connaîtraient une croissance de 5,5%. Dans les pays développés, celle-ci devrait atteindre 6,9% en 2022, en raison de la hausse des prix du pétrole et des produits non pétroliers. Les pays en développement exportateurs de pétrole devraient enregistrer une croissance de 4,1 % en 2022, puis de 2,7% en 2023. De leur côté, les pays importateurs de pétrole devraient connaître une croissance de 4,5 % en 2022 et de 4,3 % en 2023.

Le rapport souligne que la région MENA est la moins touchée par la hausse des prix grâce à ses politiques de réduction du montant des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants, qui a été répercuté sur les prix payés par leurs consommateurs.

Les pays de la région MENA ont pris des mesures différentes face à la hausse des prix des produits alimentaires.

Certains gouvernements ont procédé au contrôle des prix et des subventions à la consommation, d'autres ont opté pour la distribution des aides financière aux ménages les plus vulnérables. Ces politiques ont permis de contrôler le prix intérieur de certains biens échangeables, pour qu'il soit inférieur au prix mondial et d'aider les personnes en difficulté. En conséquence, dans certains pays de la région, les taux d'inflation réels auraient pu être supérieur à ce qu'ils sont actuellement si les pays n'avaient pris aucune mesure. Contrairement aux interventions sur le marché des produits qui couvrent tous les consommateurs, les transferts d'argent liquide bien ciblés ne profitent qu'à ceux qui en ont besoin.

Le rapport prévient les gouvernements des conséquences des dépenses supplémentaires engagées, notamment, la hausse des subventions et des transferts en espèces afin d'atténuer l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie sur le niveau de vie de leurs populations. Le problème ne se pose pas pour les exportateurs de pétrole. Par contre

les pays en développement importateurs de pétrole devraient réduire des dépenses, trouver de nouvelles recettes ou augmenter les déficits et la dette pour financer les programmes d'atténuation de l'inflation et toute autre dépense supplémentaire.

Enfin, plusieurs recommandations sont proposées pour les pays de la région MENA :

- Renforcer la gouvernance et les réformes institutionnelles.
- Améliorer la responsabilité et la transparence, afin d'aider les pays à gérer leurs politiques budgétaires et d'endettement, contribuant ainsi à atténuer les coûts d'une dette publique élevée.
- Evoluer vers une neutralité concurrentielle entre les entreprises publiques et les entreprises privées.
- Développer des mesures d'évaluation de l'apprentissage, de donner davantage la parole aux prestataires de première ligne pour améliorer la confiance du public.
- S'éloigner de la gestion centralisée des investissements et adopter une approche plus progressive du développement territorial.

Source :

<https://openknowledge.worldbank.org>

◆◆◆◆◆ 3 - BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des derniers ouvrages, en rapport avec les questions globales et les relations internationales.

<p>ENCEL Frédéric, Les Voies de la puissance. Penser la géopolitique au XXI^e siècle, 2022.</p> 	<p>GRAEBER David, WENGROW David, Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité, 2022.</p> 	<p>PHARO Patrick Les Data contre la liberté, 2022.</p> 
<p>2030, c'est demain ! Un programme de transformation sociale-écologique, 2022.</p> 	<p>MANGEON Anthony, L'Afrique au futur. Le renversement des mondes, 2022.</p> 	<p>Les Nouvelles Menaces sur notre monde vues par la CIA, 2022.</p> 

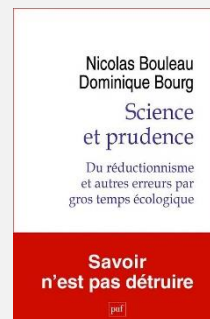
JEANNOT Gilles, COTTIN-MARX Simon, La Privatisation numérique. Déstabilisation et réinvention du service public, 2022.



PERRET Sarah, BURGESS J. Peter, Géopolitique du risque. De la possibilité du danger à l'incertitude de la menace, 2022.



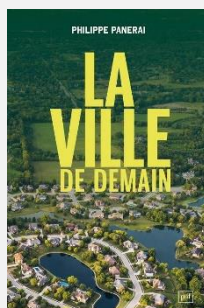
BOURG Dominique, BOULEAU Nicola, Science et prudence. Du réductionnisme et autres erreurs par gros temps écologique, 2022.



PANERAI Philippe, Le Rendez-vous manqué des peuples. De l'échec des révolutions populaires aux dérives populistes, 2022.



PANERAI Philippe, La Ville de demain, 2022.



GATES Bill, Comment éviter la prochaine pandémie, 2022.



INDEX DES TAGS

2

2021	4
2023.....	8
2040	4
2050.....	2, 5, 7

A

Accord de Paris	2
Afrique	7
Afrique subsaharienne	3

C

Climat	5
Coopération économique.....	2
Covid-19	2, 3, 4, 7

D

Développement territorial.....	8
--------------------------------	---

E

Eau	8
Economie mondiale	7
Economie numérique	7
Efficacité énergétique	5
Energie	5
Energies fossiles	2, 7
Energies renouvelables	7
Etats-Unis	2, 7
Europe	3

G

Géopolitique	2
Gouvernance.....	8
Gouvernance hybride.....	2
Guerre en Ukraine	5, 8

H

Hydrogène.....	2
----------------	---

I

Inégalités	3
------------------	---

Inflation.....	8
insécurité.....	2
Irak	8
Iran	8
Israël	2

M

Marchés émergents.....	7
MENA	2, 3, 8
Métavers	4
Migration	3
Migration climatique.....	5

N

Neutralité carbone.....	5
-------------------------	---

O

ONU.....	4
----------	---

P

Pauvreté	3
Pétrole.....	8
PIB mondial.....	5
Politique climatique et énergétique	5

R

Réforme de la sécurité	2
Réglementation	2
Richesse	3
Richesse mondiale	3
Russie	5, 8

S

Sahara marocain.....	2
----------------------	---

T

Transparence	8
--------------------	---

U

Union européenne	5
Union européenne Océans.....	8